COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 23 AVRIL 1983 — N° 207 — PRIX : ANTILLES 2 F FRANCE 3 F

Editorial

DELORS ANNONCE LA COULEUR D'AUSTÉRITÉ, CELA VA CONTINUER.

Dans un discours prononcé devant les sénateurs qui devaient voter la loi permettant au gouvernement de prendre des ordonnances pour appliquer les mesures d'austérité plus rapidement, Delors ministre des finances a tenu des propos que la presse qualifiait de catastrophistes.

Cela se passait après la dernière montée du Dollar américain qui passait mardi dernier à 7,37 F. Delors déclarait alors que cette nouvelle flambée du dollar ainsi que le maintien des taux d'intérêt américains à un niveau particulièrement élevé, avaient toutes les chances de remettre en question les résultats du plan de rigueur qu'il venait de mettre en place.

La montée du dollar entrainerait une nouvelle montée de la dette extérieure française qui paie une grande partie des importations en dollar. Selon les explications du ministre, l'inflation que le gouvernement avait soi-disant fixée à 8 % pour l'année 83, risque de ce fait d'être beaucoup plus élevée.

Ces répercussions de la montée du dollar ne datent pas d'aujourd'hui puisque l'économie française n'est qu'un maillon, assez faible même, de l'économie capitaliste mondiale dont le chef de file est l'impérialisme américain. Ce n'est pas Delors qui découvre cela aujourd'hui, ni les ministres socialistes, ni les ministres communistes.

Bien au contraire, depuis plus de 2 ans, le gouvernemnt de gauche s'est appliqué à essayer de démontrer qu'il était possible, avec une «bonne politique» de redresser l'économie française, malgré la crise.

Alors le but des propos était tout simplement d'avertir les travailleurs, tous les petites gens que c'est à eux que le gouvernement va à nouveau demander de faire des sacrifices. Il annonçait en quelque sorte, la possibilité d'un 3e plan de rigueur.

Et, répondant par avance aux ministres socialistes ou communistes qui sont chargés de faire croire au bon peuple que les différentes mesures d'austérité sont provisoires et doivent permettre à l'économie française de redémarrer, Delors a ajouté que lui, il n'avait pas l'intention d'entretenir des «rêves psychédéliques» c'est à dire des rêves que l'on fait en étant éveillé mais sous l'effet de produits hallucinogènes.

Mais la réalité dans ce gouvernement de gauche c'est qu'ils sont tous complices.

Mitterrand et ses ministres savent tous, ceux qui le disent comme Delors ou Rocard, autant que ceux qui ne le disent pas comme Mauroy ou autres ministres communistes, que la société capitaliste dominée par le capitalisme américain est dans une crise profonde. Et les capitalistes n'ont aucun moyen de prévoir ni s'ils en sortiront, ni comment, ni quand. Ils naviguent à vue.

Alors les gouvernants actuels de la gauche mentent aux travailleurs. Ils ont menti lorsqu'ils ont dit en mai 81 qu'avec une bonne politique ils allaient relancer l'économie française et faire le changement. Ils ont menti lorsqu'en mars 83 ils annonçaient pendant la période électorale

Suite p. 2

LES TRAVAILLEURS ONT LES MOYENS DE RIPOSTER A L'ARROGANCE DES PATRONS

Le cas des patrons de l'hôtel Salako qui refusent de réouvrir l'hôtel après la grève, malgré les accords conclus entre les représentants des patrons et des grévistes donne une idée des attaques auxquelles les travailleurs peuvent s'attendre de la part des patrons ces temps-ci. De même les menaces de licenciement à Quillery St-Maur ou encore l'attitude arrogante et intransigeante des patrons de la métallurgie et de l'hôtellerie en Martinique qui refusent tout net de céder aux revendications des travailleurs.

Ces exemples montrent, et en particulier celui du Salako, que les promesses et les signatures des patrons ne valent pas grand chose. Ces derniers, malgré les profits et la vie opulente qu'ils mènent aux Antilles font payer très cher aux travailleurs le moindre mouvement la moindre grève.

Ils sont arrogants et ne comprennent que le langage de la force. Or de plus en plus à cause de la crise ils chercheront toujours à se rattrapper d'un côté lorsqu'ils auront fait mine de céder d'un autre côté.

En Martinique l'une des revendications des travailleurs de la métallurgie est de n'accepter aucun licenciement. C'est un principe que la plupart des travailleurs des autres entreprises ont tout intérêt à reprendre à leur compte. Et il y a moyen de faire céder les patrons sur ce point ainsi que sur l'augmentation générale des salaires et la diminution du temps de travail sans diminution de salaire.

Ce moyen c'est de les prendre à la gorge et d'unifier toutes les luttes, d'organiser la lutte d'ensemble dans les entreprises. Et si comme au Salako les patrons mettent les clefs sous la porte ils ne peuvent partir avec l'hôtel et le matériel qui y est. Par contre les travailleurs eux peuvent faire fonctionner l'hôtel pour leur propre compte. Y attirer les clients qui ne manquent pas et se payer sur le capital.

Si les directions syndicales sont hésitantes à entreprendre de telles batailles bon nombre de travailleurs eux, y sont prêts.

Il faut faire comprendre à ces caïds du tourisme qu'ils ne peuvent impunément ouvrir ou fermer leur hôtel au nez et à la barbe des travailleurs. Cela est possible par la lutte unie et résolue.

ABOLITION DE L'ESCLAVAGE

LA LUTTE DES ESCLAVES POUR LEUR LIBÉRATION. UN FAIT OFFICIELLEMENT RECONNU... PAR LA LUTTE.

Le 27 avril 1848 est le jour où le gouvernement provisoire de la république française issu de la révolution de février de la même année signe le décret d'abolition de l'esclavage dans les colonies des Antilles.

Mais la journée officielle commémorant la libération des esclaves sera célébrée désormais le 27 mai en Guadeloupe et le 22 mai en Martinique. Le 27 mai en Guadeloupe parce que c'est sous la pression des événements «locaux», c'est à dire la révolte des esclaves que le gouverneur de l'époque, Laryle fut obligé de décréter l'abolition avant même l'arrivée du décret officiel venu de France. Le 22 mai en Martinique, parce que là aussi la révolte généralisée des esclaves, plus encore qu'en Guadeloupe, a précipité leur libération avant même l'arrivée du décret.

Le gouvernement Mitterrand, en autorisant le débat sur cette question à l'assemblée nationale et en acceptant que chacun des «DOM» fixe la date à laquelle il entendait commémorer la libération des esclaves n'a fait qu'entériner un état de fait qui existait déjà depuis de nombreuses années. Car depuis longtemps déjà, les organisations et partis anti-colonialistes commémoraient ces journées du 27 et 28 mai en Guadeloupe et du 22 mai en Martinique.

Ces manifestations tendaient depuis longtemps à rétablir la vérité historique volontairement masquée par le colonialisme, celle de la lutte des esclaves antillais contre leurs oppresseurs.

Pour le colonialisme il fallait là aussi montrer que leur liberté, les noirs la devaient aux blancs, à ces mêmes blancs qui les avaient pendant des siècles maintenus en esclavage et qui par un sursaut d'humanité en quelque sorte, auraient reconnu l'atrocité du système esclavagiste. Voilà qui ne convaint plus personne aujourd'hui...

Mais si ces dates du mois de mai sont entrées en quelque sorte dans les mœurs et ont été officialisées, il faut savoir cependant que la lutte pour y arriver ne fut pas toujours facile. Combien de manifestations du 22 mai réprimées en Martinique ! de militants inquiétés, gardés à vue, parce qu'ils avaient osé descendre dans la rue ce jour là ! combien d'étudiants de l'AGEG, de jeunes surveillés inquiétés eux aussi, mis au banc des accusés comme dangereux extrémistes parce qu'ils osaient commémorer le sacrifice de Delgrès ou d'Ignace dans des cercles anticolonialistes à Paris ou en Guadeloupe !

En tout cas c'est bonne chose que toute manifestation qui rappelle la lutte d'un peuple la lutte des opprimés, des pauvres. Cela permet entre autre, d'envisager celles d'aujourd'hui...

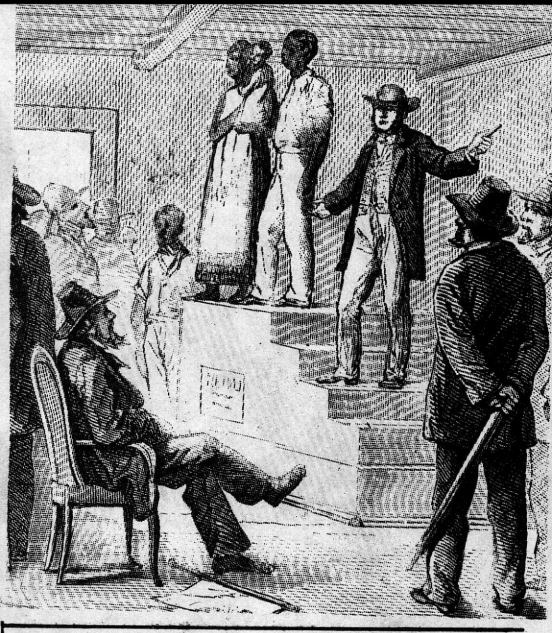
Cependant, il n'est pas possible de séparer par une muraille de Chine les événements qui se produisirent aux Antilles et qui précipitèrent la libération des exclaves des événements qui se déroulèrent en France dans la même période. Ces événements ont un lien entre eux.

Et si la lutte des esclaves de Guadeloupe et de Martinique est une des raisons déterminantes de leur libération du joug esclavagiste elle n'en est pas la seule. La fin de l'esclavage aux Antilles se situe au carrefour d'une série d'événement économiques, sociaux, politiques humains qui sont liés entre eux.

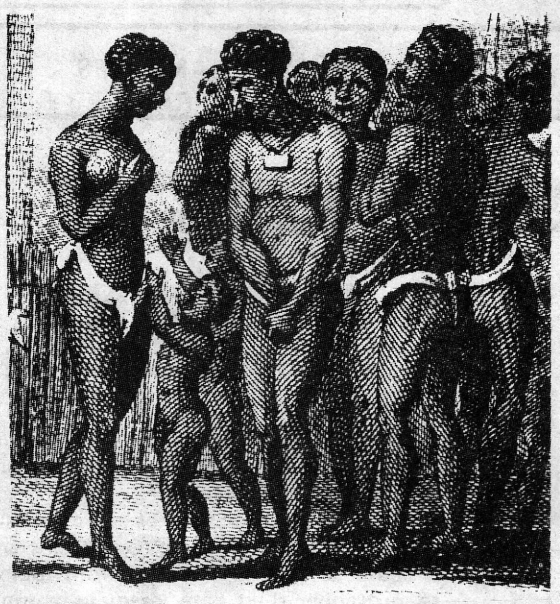
Suite p.2

ABOLITION DE L'ESCLAVAGE.

Suite de la p. 1



Sur le plan économique, il y a le fait que l'esclavage n'était plus aussi rentable pour les propriétaires. En effet, à partir de la première moitié du 19ème siècle, l'on assiste à la montée du capitalisme industriel et financier et de la production de sucre en France même. Cette concurrence commence à entraîner des difficultés pour les colons propriétaires d'esclaves. L'entretien des esclaves, même dans des conditions misérables, leur coûte trop cher par rapport à leurs revenus qui baissent. De plus en plus d'esclaves sont d'ailleurs affranchis, tout en travaillant sur un lopin de terre concédé par le maître. Il y a aussi les «marronages» (fuites) incessants, les révoltes, auxquelles les maîtres ne pourront toujours faire face.



En France, les événements politiques se précipitèrent. En février 1848, la monarchie de Louis Philippe est renversée. Un gouvernement provisoire est mis en place avec des hommes comme Louis Blanc, Lamartine, François Arago. Ce sont des républicains libéraux qui veulent des réformes. Le peuple de Paris s'est soulevé, il veut aussi des réformes, des conditions de vie et de travail meilleures, des libertés.

Dans l'effervescence révolutionnaire, les idées d'égalité, de fraternité sociales se répandent à nouveau et aussi les idées abolitionnistes. Il y a des organisations et des hommes comme Schoelcher qui luttent pour l'abolition de l'esclavage et auront une certaine audience. . .

Ces événements ont un écho aux Antilles. Ils arrivent aux oreilles des esclaves de manière déformée mais les idées de liberté sont réelles et les noirs enchaînés vont alors redoubler d'ardeur dans les actions de rebellion à l'esclavage, tout comme en 1802, dans les champs, les ateliers, chez les maîtres, créant aussi bien en Martinique qu'en Guadeloupe entre février, mars et mai 1848 une véritable situation insurrectionnelle.

PJC.

Nous publions ci-dessous un tract distribué par les travailleurs du centre technique de la canne et du sucre qui explique, les raisons de leur grève du 19 avril dernier.

PA FINN TCHOUÉ KANN' LA

Nous employés au Centre Technique de la Canne et Sucre vivons actuellement une période de profonde détérioration de la production concrétisée par les faits suivants :

Le démantèlement du service développement assurant jusqu'ici la récolte des 115.000 tonnes des 1.000 planteurs.

— L'affectation de ces Techniciens aux SICA contrôlées par les usiniers camouflées sous le nom d'Unions Canières. Leur mission réelle serait la chasse aux subventions aboutissant à la ruine des planteurs.

La mise en tutelle de tous les professionnels sous la coupe de ces mêmes usines.

— La faiblesse du financement empêchant tout renouvellement du matériel (camion très usagé ne répondant plus aux normes de sécurité).

— L'absence de pièces de rechange et le refus d'en commander (la moindre panne des sondes bloquerait la réception des cannes pendant plusieurs semaines).

— L'inexistence du financement pour payer les conseillers techniques dès la fin 1983.

— L'insuffisance du matériel de bureau (photocopies rationnées, difficultés de secrétariat. . .).

— La faiblesse des frais de déplacement limitant l'efficacité des conseillers techniques et du personnel de réception saccharinitrique et de l'expérimentation.

— La faible disponibilité des plants devant mener à une baisse de la production.

— La faiblesse des salaires — Réduction de 50 % puis suppression de la prime annuelle.

— La faiblesse du budget formation et son utilisation à d'autres fins. Le personnel du centre technique de la canne et du sucre devant cette situation alarmante de leur entreprise a décidé d'organiser une journée de grève le 19 avril 1983 et cela la première fois depuis sa création qui remonte au 2 juin 1953. (30 années ! ! !). Il veut à travers ce mouvement alerter toute la profession agricole et lui rappeler toute la solidarité qu'il lui témoigne en dénonçant publiquement les tendances actuelles qui amèneraient à long terme la disparition d'usines, l'affaiblissement de la canne à sucre et celui de la profession agricole toute entière.

S.A.D.A.G./C.G.T./C.T.C.S.

ROMAN LUCIE JULIA . LES GENS DE BONNE ESPERANCE.

Il y a quelque temps, une guadeloupéenne, Lucie Julia, a publié un roman, les gens de Bonne Espérance.

Dans ce livre, elle fait vivre les habitants d'une plantation de canne. Ce sont les gens parmi lesquels l'auteur a passé son enfance, et elle se souvient d'eux avec tendresse.

D'ailleurs, dans un style clair et vivant, elle communique au lecteur sa tendresse et son admiration pour ses personnages qui savent toujours affronter dans la dignité les revers les plus difficiles de la vie.

C'est surtout le cas des femmes qui, souvent très jeunes et seules, doivent élever de nombreux enfants.

Il faut aussi affronter la misère et les privations, pendant l'hivernage, quand il n'y a pas de travail sur les plantations. Mais les habitants s'en sortent grâce à l'amitié et la solidarité qui existe entre eux.

Les femmes sont aussi confrontées au mépris du géreur de la plantation qui, pour leur donner du travail et leur permettre de vivre, les contraint à des rapports sexuels avec lui.

Ces travailleurs vont suivre la grève déclenchée sur d'autres usines pour des augmentations importantes de salaire.

Au cours de cette grève, ils répondent par la violence à celle des képis rouges venus pour réprimer.

Roches, bâtons, conques de lambis du côté des travailleurs, fusils et bombes lacrymogènes pour les CRS.

Malgré cette inégalité, les képis rouges n'ont pas toujours le dessus.

Le livre se termine sur une fusillade dans les rues de Pointe-à-Pitre, et cette image de mort, de perte d'un espoir à la fin du livre est un peu pessimiste.

NI DROITE, NI GAUCHE, C'EST A NOUS DE NOUS BATTRE CONTRE L'AUSTÉRITÉ.

Le journal France-Antilles du 13 avril rapporte que la présidente du conseil général, Mme Michaux-Chevry a adressé une lettre au premier ministre pour attirer son attention sur la diminution des crédits destinés au secteur hospitalier de la Guadeloupe. Dans sa lettre, Mme Michaux-Chevry fait remarquer que la diminution des crédits ne pourrait qu'aggraver le fonctionnement des hôpitaux.

Évidemment, Mauroy n'a pas manqué de dire, selon la formule consacrée, qu'il a accordé une attention toute particulière à cette lettre et qu'il l'a transmise au secrétaire d'état à la santé.

Mise à part ces tournures de politesse, il y a de fortes chances que la lettre de Mme Michaux-Chevry reste sans autre suite.

Alors, verra-t-on cette dernière appeler la population et les travailleurs à réagir ?

A moins de croire aux miracles, une telle éventualité risque peu de se produire.

Pourtant, face à l'austérité imposée par le gouvernement de gauche et sa volonté de faire payer la crise aux travailleurs, la seule issue pour nous, serait précisément que nous refusions cette austérité.

Mais cela, les hommes politiques de gauche comme de droite ne nous le proposeront jamais. Tout au plus, la droite, pour apparaître comme opposition à la gauche, se contentera-t-elle d'actions du type de celle de Mme Michaux-Chevry.

Mais entre les actions démagogiques de la droite et le silence complice de la gauche, une autre voie s'offre à nous, travailleurs, celle de notre propre lutte contre l'austérité.

****

SUITE DE L'EDITORIAL

que «le plus dur était derrière nous», alors que quelques jours plus tard ils sortaient leur plan de rigueur comme d'une pochette surprise.

Aujourd'hui ils continuent leur même politique. Celle de tenter de faire la population laborieuse accepter des conditions de plus en plus difficiles, de voir son niveau de vie baisser, pour permettre aux capitalistes de passer la crise sans trop de dommages.

Après avoir vérifié par le peu de réaction des grands partis et syndicats ouvriers que ceux-ci n'étaient toujours pas prêts à s'opposer à cette politique, Delors a annoncé un peu plus franchement la couleur, en jouant néanmoins les étonnés . l'austérité cela va continuer, mais ce n'est pas de notre faute.

Les travailleurs n'ont pas le choix. Ils accepteront la baisse de leur niveau de vie ou ils devront se battre pied à pied, y compris contre ceux qui continueront de leur prêcher l'attente, la passivité et la compréhension. . . des difficultés des capitalistes.

COMMUNIQUES DE PRESSE

Nous publions plusieurs communiqués de sections syndicales C.G.T.G. à propos de grèves en cours.

La grève entamée le 11 avril 1983 par le personnel de la Maison Familiale Rurale de Ste Rose, à l'appel de la C.G.T.G., se poursuit compte tenu que le Conseil d'Administration présidé par Madame MUGERIN Gérard refuse de satisfaire l'une des principales revendications, à savoir : le paiement des salaires du mois de mars 1983.

Sainte Rose, le 19 avril 1983

La Section Syndicale CGTG de la Maison Familiale Rurale de Ste Rose.

Le personnel de la Maison Familiale Rurale de Cadet Sainte-Rose, affilié au SADAG CGTG, poursuit son mouvement de grève.

Il réclame le paiement des salaires du mois de mars.

Il dénonce l'insouciance du Président de la Maison Familiale et l'absence totale de concertation de ce Président.

Il appelle le personnel des autres Maisons Familiales de Marie-Galante et de Vieux Habitants à être solidaire de leur lutte.

Sainte Rose, le 15 avril 1983

Section Syndicale CGTG de la Maison Familiale Rurale de Ste Rose

---

A l'appel de la C.G.T.G. les ouvriers de la Banane de l'Etablissement S.C.A. MAUREAUX sont entrés en grève aujourd'hui,

JEUDI 14 AVRIL 1983

Il réclament l'annulation des licenciements et l'élection des Délégués du Personnel.

Capesterre , le 14 avril 1983

Syndicat C.G.T.G. des Ouvriers Agricoles de la Banane.

GUADELOUPE :

FIN DE LA GREVE DES HOTELS.

Après quinze jours de grève, les employés des hôtels Holyday Inn et Méridien ont obtenu satisfaction sur deux points de leurs revendications ; la nouvelle classification du personnel, et l'augmentation des salaires.

C'est à l'issue de la troisième réunion de concertation, et après une grève au cours de laquelle ils ont eu à affronter les forces de l'ordre, que les grévistes de l'hôtellerie sont arrivés à faire céder leurs directions.

La classification du personnel a été obtenue, mais elle n'entrera pas en vigueur avant décembre 1983.

Une commission mixte réunissant des représentants des patrons et des employés va mettre au point cette classification. Les travaux de cette commission débuteront le 15 juin.

Du point de vue des salaires, l'augmentation obtenue à été de 8 %. C'est un progrès par rapport à la situation habituelle de l'hôtellerie, où il n'y avait pas eu d'agmentations depuis très longtemps.

Mais ces 8 % représentent en fait moins que le taux d'inflation prévu pour 1983. Il y aura donc, malgré ces augmentations, baisse du pouvoir d'achat.

D'autant plus que les augmentations seront échelonnées au cours de l'année, 4 % le premier avril, 2 % le premier juillet. 2 % le premier octobre.

La question de la prime d'ancienneté n'a pas été réglée, alors qu'elle constituait une revendication importante des grévistes.

L'HOTEL SALAKO N'A PAS RÉOUVERT SES PORTES.

Si les grévistes des hôtels Méridien et Holyday Inn ont obtenu satisfaction en obligeant les patrons à céder sur leurs deux principales revendication, il n'en va pas de même pour les employés de l'hôtel Salako au Gosier.

Prenant prétexte de la grève et de prétendus déficits, les patrons n'ont pas réouvert les portes de l'hôtel.

Pourtant la direction de cet hôtel avait, elle aussi, accepté de satisfaire les revendications des grévistes, au cours d'une réunion de concertation.

L'hôtel aurait dû réouvrir ses portes dans les mêmes conditions que le Méridien et l'Holyday Inn.

Les patrons ont décidé de faire payer leur grève aux travailleurs et en ont profité pour fermer l'hôtel alors que les clients l'avaient déjà quitté.

Cela est révélateur de l'hypocrisie des patrons qui un jour acceptent et signent des accords avec les grévistes et le lendemain laissent porte close. Les patrons ne comprennent que la force, elle seule peut les faire céder.

S'ils refusent d'ouvrir les portes, alors que la saison touristique s'annonce bien en Guadeloupe. les employés pourraient aussi bien le faire eux-mêmes et faire fonctionner l'hôtel pour leur propre compte.

GUADELOUPE QUILLERY SAINT MAUR ENCORE DES MENACES DE LICENCIEMENT.

La direction de Quillery Saint-Maur menace de licencier 106 travailleurs dont quatre délégués syndicaux. Après la grève d'avertissment de 48 heures faite par les travailleurs, la semaine dernière, les patrons refusent de revenir sur leur décision et continuent de faire croire qu'ils ont des difficultés économiques. Pourtant ils refusent de présenter leurs comptes et leur bilan. Ils n'ont pas accepté l'intervention d'un expert comptable réclamée par le comité d'entreprise et les responsables syndicaux (CGTG-MASU). S'ils refusent d'être contrôlés c'est parce qu'ils n'ont pas les coffres forts aussi vides qu'ils le laissent croire. Ils ont licencié plusieurs travailleurs à la fin de l'année 1982.. 106 licenciements de plus, cela représente une diminution de près d'un tiers du personnel en moins d'un an.

Si les travailleurs laissent faire et n'arrêtent pas ces licenciements, les patrons n'hésiteront pas à licencier encore d'autres travailleurs.

Pointe-à-Pitre CENTRE HOSPITALIER PAS DE CRÉATION D'EMPLOI EN 1983 : UN ASPECT DES MESURES D'AUSTÉRITÉ.

D'après certaines informations, il semblerait qu'il n'y aura aucune création de poste pour l'année 1983.

Il n'y a rien d'étonnant à cela, car la politique du gouvernement de gauche signifie moins de crédits pour les services publics et donc pénurie de moyens, en matériel et en personnel.

On est loin des discours d'avant mai 1981 où Mitterrand et ses accolytes promettaient la création d'emplois par milliers dans les secteurs publics.

Les travailleurs et les salariés qui se sont laissés prendre à ces promesses découvrent, aujourd'hui, que la réalité est tout autre.

Pas de création de poste , cela veut dire pour nous, travailleurs de l'hôpital, que les conditions de travail que nous connaissons depuis fort longtemps ne vont pas s'améliorer.

Si nous voulons qu'il n'en soit pas ainsi, il ne nous reste plus qu'à engager l'action contre l'austérité du gouvernement Mitterrand-Mauroy-Bérégovoy.

GUADELOUPE :

GOSIER . GREVE A LA CANTINE

Les employés de la cantine de Gosier ont fait une grève d'avertissement lundi matin.

Ils voulaient par ce mouvement faire entendre leur mécontentement sur leurs conditions de travail et aussi sur les salaires.

Ils demandent en particulier la classification du personnel avec définition du poste de travail occupé, la mensualisation du personnel journalier et le rappel des salaires pour les salariés horaires qui sont payés actuellement en dessous du SMIC.

Les employés de cantine en ont assez d'être «tournés en bourrique» selon le bon vouloir de la responsable de la cantine, ils en ont assez de voir que le travail n'est pas organisé correctement et que ce sont eux qui font les frais de cette pagaille.

En fait, ces problèmes ne sont pas propres aux employés de la cantine. Que ce soit au niveau des employés de voirie ou encore des femmes de service des écoles, ils sont nombreux à être franchement mécontents de la désinvolture et même du mépris avec lequel ils sont traités. C'est ainsi qu'il arrive souvent que les salaires ne soient pas payés au 15 du mois suivant. Ou encore la plupart de ces employés ne sont pas titularisés après plus de 15 à 18 ans de service et subissent par ce fait même des pressions intolérables pour pouvoir conserver leur emploi. De plus ils perçoivent un salaire très bas.

Alors, si les employés municipaux de Gosier décident de se mettre en colère pour exiger des conditions de travail plus correctes, ils ont bien raison. Et même si lundi dernier la grève n'a touché que ceux de la cantine, il n'est pas dit que les autres employés de la commune ne les rejoindront pas pour faire entendre leurs voix tous ensemble.

ECHOS DES ENTREPRISES

EDF GUADELOUPE

POLLUTION «APRES MOI LE DÉLUGE».

La direction de l'EDF n'est peut-être pas la seule responsable des causes de l'incendie de Jarry, elle en est un et pas des moindres.

Si les hauts responsables de l'EDF s'étaient penchés un peu plus sérieusement sur les problèmes de pollution ils auraient pu éviter de pareilles catastrophes ou au moins atténuer les effets néfastes.

Mais non, l'EDF et donc l'État se fichent pas mal de ces problèmes.

Pourvu qu'ils fournissent, très mal d'ailleurs, de l'électricité, le reste ils s'en f. . . . C'est en tout cas l'image que donne la direction de l'EDF.

POLLUTION : «NON, C'EST PAS MOI C'EST LUI».

Après l'incendie de la décharge d'hydrocarbure qui a duré plusieurs jours les pouvoirs publics crient au scandale et cherchent des responsables. L'EDF est selon eux le premier responsable.

L'EDF renvoie la balle aux autorités en disant que ce sont elles qui ont donné l'autorisation à des sociétés de sous-traitance de déverser les déchets dans la mangrove. En effet c'est l'une de ces sociétés qui vient prendre les hydrocarbures inutilisables de l'EDF pour les acheminer vers la décharge.

Mais ces mêmes sociétés qui s'occupent de l'élimination des déchets d'hydrocarbure ne travaillent pas uniquement pour l'EDF. Elles récupèrent les déchets d'encadrement des bacs de carburants de plusieurs autres entreprises, de l'aéroport et aussi des garages d'automobiles et de mécaniciens. . .

Il y a plusieurs années que ces déchets sont éliminés de cette façon à l'air libre dans la mangrove. Mais la zone industrielle a poussé et d'autres entreprises sont nées. On parle déjà de l'ouverture d'une nouvelle centrale électrique. Les pouvoirs publics ont-ils prévu que le problème des déchets se poserait avec plus d'acuité ? On se rend compte aujourd'hui que tel n'est pas le cas.

NOUVELLE CENTRALE : L'AUSTÉRITÉ DANS DE NOUVEAUX BATIMENTS.

Le gouvernement de gauche, dans sa politique de rigueur a prévu de limiter l'embauche au niveau de l'EDF.

L'application de ces mesures en Guadeloupe est inacceptable alors qu'il est question d'ouvrir bientôt une nouvelle centrale.

Pour faire fonctionner au départ cette nouvelle centrale une cinquantaine de personnes supplémentaires ont été recrutées. A son ouverture cette centrale fonctionnera avec deux moteurs. Il est prévu par la suite d'augmenter le nombre de moteurs. Mais, dans ce cas, l'effectif restera-t-il le même avec un nombre plus important de moteurs ? Si le plan de rigueur est appliqué on a tout lieu de le penser.

L I S E Z

C O M B A T - O U V R I E R

C H A Q U E S E M A I N E

COMMERCE GUADELOUPE

PRISUNIC HIBISCUS . DANS LE DÉPOT, UNE CHALEUR ETOUFFANTE.

Les employés qui travaillent dans le dépôt étouffent toute la journée dans la chaleur et la poussière. Particulièrement dans le dépôt de la mercerie, qui se trouve à l'étage, directement sous le toit, qui n'est pas isolé pour empêcher la chaleur de pénétrer.

La ventilation n'est pas assurée, les ouvertures étant toutes petites et en nombre insuffisant.

Ceux qui ont conçu les plans du magasin ne connaissent peut être pas suffisamment la géographie pour savoir que la Guadeloupe est un pays tropical où il fait chaud.

PRISUNIC HIBISCUS : EAU POLLUÉE A PRISUNIC HIBISCUS !

Les employés de prisunic hibiscus sont contraints de se laver les mains avec de l'eau sale.

En effet, l'eau qui coule dans les lavabos sent mauvais. Le magasin est déjà ancien et depuis son ouverture, ce sont les mêmes tuyauteries qui fonctionnent. Peut-être y-a-t-il des infiltrations. De toute façon, n'avoir que de l'eau nauséabonde pour se laver est contraire à tous les principes d'hygiène et peut nuire à notre santé, différents microbes dangereux pouvant se trouver dans l'eau polluée.

Le directeur s'en lave-t-il les mains ?

PRISUNIC HIBISCUS POUR LA RÉFECTION DU «RÉFECTOIRE».

Les employés qui habitent loin et qui restent déjeuner au magasin doivent se contenter d'une pièce inconfortable et mal équipée, et n'ont aucun confort pour se reposer.

Cette pièce aurait dû être normalement un lieu dans lequel on pourrait prendre ses repas en toute tranquillité et aussi éventuellement prendre quelque repos.

Si un employé est pris d'un malaise, il ne trouvera là qu'une petite couche qu'un de nos collègues a lui-même apportée.

Pour le patron, ceux qui sont victimes de cela ont donc certainement eu le tort d'habiter trop loin de leur lieu de travail !

BEYROUTH . APRES L'ATTENTAT A L'AMBASSADE AMERICAINE

La bombe qui a explosé à l'ambassade américaine de Beyrouth, il y a plusieurs jours, a remis le problème du Liban à la une de l'actualité.

Près de 40 morts et plusieurs dizaines de blessés, ce fut la première conséquence de cet attentat revendiqué par un nouveau groupe qui s'intitule : "Guerre Sainte Islamique"

Dans un communiqué adressé à la presse libanaise, ce groupe se réclame de la "révolution iranienne" qui s'en prend aux représentants de l'impérialisme.

Evidemment , il est difficile dans l'imbroglio libanais de savoir si il s'agit réellement d'un groupe iranien et de savoir exactement qui a commandité l'attentat et armé les terroristes. Toujours est-il que ce n'est pas le premier attentat revendiqué par ce groupe qui semble s'en prendre plus particulièrement aux représentants de la "force multinationale" venue soi-disant garantir la paix au Liban. En effet, plusieurs attentats ont déjà été commis contre des soldats français et américains stationnés au Liban. Et il y a quelque temps, c'était un ambassadeur français qui lui, était assassiné au Liban.

Les représentants des puissances impérialistes sont donc régulièrement visés. Et même si il est très difficile de savoir qui des palestiniens, des syriens, des israéliens ou de tel ou tel groupe libanais, iranien ou autre auraient le plus intérêt à de tels attentats, il est un fait, c'est que les gouvernements français et américains et autres qui régentent quelque peu les choses dans cette partie du monde ont bien l'intention de maintenir leurs troupes au Liban.

Ils disent, comme Reagan, lutter pour la paix et ne rester que dans ce but là. Mais en réalité il y a surtout des intérêts politiques et financiers à sauvegarder et aussi des sphères d'influence.

Alors, cela vaut bien quelques ambassadeurs, chargés d'affaire, GI's, légionnaires tués de temps en temps ! Ce sont les faux frais d'une politique impérialiste. Car les puissances étrangères présentes par l'intermédiaire des milliers de soldats ne changent rien à la situation du Liban. Cela ne règle pas le problème palestinien, ni celui des multiples minorités armées qui restent sur le pied de guerre, cela ne régle pas le problème de la présence des forces syriennes armées jusqu'aux dents, dans le pays, ni les problèmes entre le Liban et Israël. La situation est toujours aussi instable, il y a simplement un clan armé supplémentaire qui est la fameuse "force multinationale" elle-même, qui, au lieu de résoudre les problèmes semble plutôt en créer...

Bref, ce n'est donc pas les intérêts de la population que les 2 000 hommes des troupes spéciales françaises, les marines américains sont venus régler. Ils sont venus garantir les intérêts de l'impérialisme dans la région.

ISRAEL INSTALLE DE NOUVELLES COLONIES DANS LES TERRITOIRES ARABES.

Le gouvernement israélien vient d'inaugurer une nouvelle colonie juive de peuplement dans les territoires occupés de Cisjordanie. Des centaines de militaires et de policiers ont été mobilisés pour permettre aux nouveaux colons de s'installer sur des terres arabes près de Naplouse. Le gouvernement par la bouche du premier ministre Menahem Begin estime "légitimes" ces implantations...

Ençore un exemple qui montre comment Israël dépossède toujours un peu plus les arabes de leurs terres.

C'est d'ailleurs comme cela que l'état d'Israël même s'est constitué il y a trente cinq ans, en expulsant des millions de petits paysans arabes et en occupant leurs terres.

Evidemment tout cela s'est fait à l'époque avec l'aval de l'impérialisme et continue aujourd'hui de même. Les déclarations de principe à propos de l'expansionisme israélien ne sont faites que pour la galerie...

Les manifestations arabes dans les territoires occupés sont importantes ces temps-ci. On comprend la colère de la communauté qu'on expulse de ses terres ! Et ce faisant, le gouvernement israélien ne fait que produire de nouvelles générations de terroristes, qui estiment n'avoir que cette solution pour faire respecter leurs droits et leur dignité. Et la Politique du gouvernement israélien se retourne aussi immanquablement contre le peuple israélien lui même, qui doit payer en argent, en privations en chair et en sang une politique militariste, belliqueuse et coloniale.

AFRIQUE DU SUD :

LES 2 FACES DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Le gouvernement français veut interdire la tournée d'une équipe de la Fédération Française de rugby en Afrique du sud, en juin, pour protester contre l'apartheid, le racisme qui sévit dans ce pays.

Les dirigeants de la Fédération s'y opposent pour une série de raisons plus ou moins obscures.

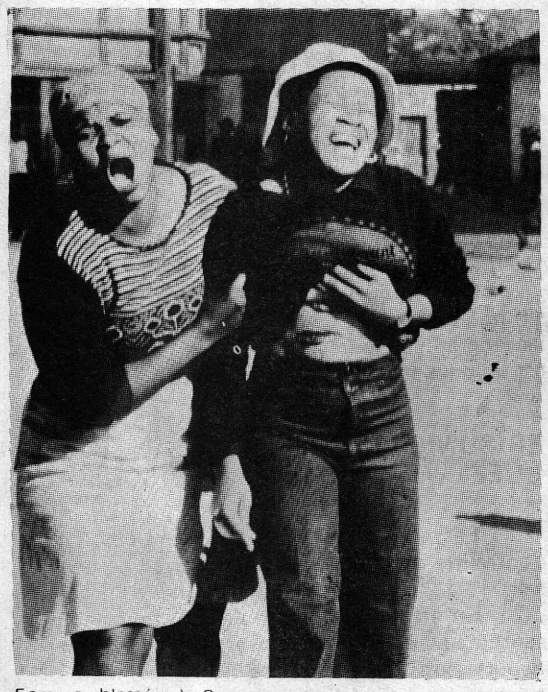
Mais ce qui est tout de même remarquable dans cette affaire c'est la constance du gouvernement français dans l'hypocrisie et la bluff, à propos de l'apartheid en Afrique du sud. D'un côté, il veut apparaître à bon compte comme le champion des libertés, des droits de l'homme et de l'anti-racisme, mais de l'autre, le gouvernement français n'hésite pas à traiter de grosses affaires avec le gouvernement raciste de Prétoria.

C'est ainsi que tout dernièrement l'Afrique du sud qui avait demandé un prêt au FMI (fonds monétaire international) se le voyait accorder. Mais la décision fut prise par le conseil d'administration du FMI par un pourcentage de 51,92 % des droits de vote. La France a voté pour que ces crédits soient attribués. Il aurait suffi qu'elle s'abstienne pour que les crédits soient refusés, car la France à 4,5 % des droits de vote...

Il faut dire que la France est en passe de livrer à l'Afrique du sud une deuxième centrale nucléaire et que les profits juteux que pourront réaliser encore les capitalistes français, cela passe avant la condamnation l'apartheid, évidemment. . .

Pendant ce temps, la minorité blanche d'Afrique du sud peut continuer à assassiner les militants politiques , parquer des millions de noirs dans des ghettos infâmes, et pratiquer la plus ignoble des politiques dans l'un des plus ignobles systèmes mis au point par la bourgeoisie pour exploiter des hommes.

AFRIQUE DU SUD . LA VIE D'UN NOIR NE VAUT PAS CHER.



Femme blessée à Soweto par la police blanche.

509 mineurs noirs ont été licenciés d'un seul coup et sans préavis parce qu'ils refusaient de descendre dans la galerie d'une mine d'uranium où une explosion de gaz méthane avait causé la mort de 16 ouvriers, en blessant 50 autres.

L'explosion survint le vendredi 8 avril, et dès le dimanche soir 650 des 4.000 mineurs noirs de Beisa, (dans l'état libre d'Orange) refusaient de redescendre au fond. malgré les pressions des dirigeants de la société, la Gencor. Des bagarres éclataient. 5 ouvriers noirs étaient arrêtés par la police et 500 licenciés.

Pour le patronat blanc et les autorités racistes d'Afrique du Sud, les ouvriers noirs ne sont qu'une main d'œuvre bon marché qui n'a aucun droit, sauf celui de servir les intérêts des Blancs, y compris en y laissant leur vie. Dans ce pays où 1/5ème de la population impose sa loi aux 4/5èmes restants, parce qu'elle est blanche, et où le revenu d'un Blanc est dix fois supérieur à celui d'un Noir, la main d'œuvre noire est mise à la disposition totale des patrons blancs grâce à toute une réglementation et un dispositif juridique et policier. Au pays de l'apartheid, les Noirs doivent avoir un passeport pour circuler, l'accès aux villes blanches leur est interdit la nuit, ils sont parqués dans des ghettos autour des cités ou dans des réserves baptisées «bantoustans». Les autorités, craignant l'explosion de la colère des Noirs qui vivaient dans d'infects bidonvilles, ont construit des villes où s'alignent sur des kilomètres des milliers de bicoques toutes semblables comme à Soweto. Ce qui n'empêcha d'ailleurs pas la révolte d'éclater. Les ouvriers noirs qui travaillent dans les mines vivent durant toute la durée de leur contrat dans les baraquements spéciaux où la présence de leur famille est interdite. Ils n'ont pas le droit de grève et peuvent être licenciés du jour au lendemain sous le moindre prétexte. A la fin de leur contrat, ils doivent trouver un travail dans les 72 heures ou bien retourner dans leur réserve. Les syndicats noirs n'ont pas d'existence légale.

En Afrique du Sud, la vie d'un Noir ne vaut pas cher. Mais le régime blanc raciste accumule contre lui tant de haine que la répression et la terreur ne suffiront pas toujours à le protéger.

Claire GOYA.

POLOGNE INTERVENTION DE LA MILICE.

ARRESTATIONS, INTERROGATOIRES. . .

Le 19 avril, c'était l'anniversaire de l'insurection du Ghetto de Varsovie, en Pologne. A l'occasion de ce 40ème anniversaire, le gouvernement Polonais avait organisé diverses manifestations. Mais un certain nombre de personnes ont refusé de participer en cette occasion aux manifestations organisées par le gouvernement, et ont procédé à une autre,séparée.

La milice est intervenue, avec un important déploiement de forces, pour empêcher cette manifestation indépendante, préparée par les dirigeants du syndicat clandestin Solidarité.

La milice a effectué de nombreux contrôles de l'identité des manifestants, il y a eu des arrestations.

L'ancien porte- parole de solidarité a été arrêté et a été placé en détention provisoire.

Ce que ces manifestants voulaient commémorer, indépendamment du gouvernement de Jaruselsky, qui a institué l'état de siège et la répression permanente en Pologne, c'est la rébellion, le 19 avril 1943, des juifs du ghetto de Varsovie qui avaient survécu aux massacres organisés par les Nazis. Après le meurtre de 90 % des habitants du Ghetto dans lequel les Nazis avaient parqué les Juifs Polonais, les derniers survivants décidèrent de résister au massacre les armes à la main.

L'intervention de la milice lors de cette manifestation symbolique, l'arrestation de l'ancien porte-parole de solidarité, rejoignent les différentes interrogations et convocations dont Lech Walesa a été l'objet ces dernières semaines. Mardi encore, le dirigeant de Solidarité a été emmené et interrogé pendant quatre heures par la milice. Récemment, sa femme avait elle aussi été interrogée.

Toutes ces tracasseries ont pour but de démoraliser le dirigeant de Solidarité et d'atteindre à travers lui le moral de la classe ouvrière polonaise. Mais jusqu'à présent, les travailleurs Polonais continuent à résister, comme en témoigne la manifestation de Varsovie.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.
Commission paritaire
N° 51728